Guide pratique à destination des avocats

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS (CNIL)

Amélie Robitaille

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10571>

DOI : 10.4000/revdh.10571

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Amélie Robitaille, « Guide pratique à destination des avocats », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 08 novembre 2011, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10571> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10571>

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

Tous droits réservés

Guide pratique à destination des avocats

COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS (CNIL)

Amélie Robitaille

- 1 La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) a rendu public ce mardi 8 novembre **un guide intitulé « Les avocats et la loi Informatique et Libertés »**. Ce guide est le produit d'un partenariat entre la CNIL et le Conseil National des Barreaux.
- 2 Alex Türk, Président de la CNIL, indique dans son avant-propos qu'« à l'heure où les dispositifs de traçage de l'individu dans l'espace et dans le temps se multiplient et portent en eux des atteintes potentielles à nos libertés fondamentales et notre vie privée, le rôle de l'avocat rejoint celui de [la] Commission » (p.1). Il ajoute toutefois que les avocats et la CNIL « conservent leur totale indépendance mais [qu'] ils sont côte à côte pour assurer la protection de la vie privée » (p. 1).
- 3 **Ce guide se veut avant tout pratique et pédagogique** : après une brève présentation du « cadre général de la protection des données à caractère personnel » (pp. 2 à 11), il propose des **fiches pratiques** portant sur « les fichiers relatifs aux clients », « l'accès au dossier professionnel », « le contrôle de l'activité des membres du cabinet », « le contrôle de l'accès aux locaux », « les avocats et Internet », « le transfert des données à caractère personnel en dehors de l'Union européenne », « le rôle de l'avocat en cas de contrôle sur place » et « le rôle de l'avocat en cas de procédure de sanction ».
- 4 Ce guide comporte en outre plusieurs annexes parmi lesquelles **une liste de « conseils pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant »** (pp. 47 à 49), des tableaux récapitulatifs (« quelle formalité simplifiée pour quels fichiers ? », pp. 49 à 52), **des « modèles de mentions informatives »** (pp. 52 à 56) et un « lexique Informatique et libertés » (pp. 57 à 62).

*

- 5 **Guide pratique « *Les avocats et la loi Informatique et libertés* » – Communiqué de presse du 8 novembre 2011**